

[Crise: plusieurs pays «émergents» sont en train de s'effondrer](#)

[La carte des plans de relance «anti-crise» dans le monde](#)

Le [rapport annuel](#) du Bureau international du travail ([BIT](#)), publié mercredi 28 janvier, est alarmant. A cause de la crise économique et financière, au moins 18 millions de personnes dans le monde vont perdre leur emploi dans les mois à venir. Et si la situation économique continue de se dégrader, ce qui est loin d'être exclu, ce chiffre pourrait grimper à plus de 50 millions, prévient l'organisation. Dans tous les cas de figure, le taux de chômage mondial, qui s'établissait à 5,7% en 2007, passera la barre des 6% cette année – et pourrait même frôler les 7%.



Autre chiffre inquiétant : l'explosion du nombre de «*travailleurs pauvres*», qui avait pourtant eu tendance à reculer au cours des dernières années. D'après le BIT, le nombre de ces employés, qui ne gagnent pas plus de deux dollars par jour pour chacune des personnes de leur foyer, pourrait grimper à 1,4 milliard. Soit 45% de l'ensemble des travailleurs dans le monde [*Pour un point sur la méthodologie du BIT et des chiffres plus précis sur les working poors, lire sous l'onglet «Prolonger»*].

Ces données ne trompent pas : l'Europe et les Etats-Unis ne sont plus les seuls à licencier. La crise sociale est en train de rattraper les grands émergents, de l'Inde à l'Afrique du Sud. D'autant que des pans entiers de l'économie de ces pays, par nature informels, n'entrent même pas dans les calculs du BIT. Au Brésil, que l'on croyait pourtant épargné par la crise jusqu'alors, quelque 650.000 emplois ont été détruits sur le seul mois de décembre... Pour décortiquer les crises sociales en gestation dans chacun de ces grands émergents, et dessiner des pistes pour en sortir, Mediapart s'est entretenu avec quatre économistes du «Sud».

En page 2: Luiz Carlos Bresser-Pereira, au **Brésil**

En page 3: Rajiv Kumar, en **Inde**

En page 4: Enrique Dussel Peters, au **Mexique**
En page 5: Jorge Beinstein, en **Argentine**

- Au Brésil



[Luiz Carlos Bresser-Pereira](#) est économiste au sein de la fondation Vargas. De 1995 à 2002, il fut plusieurs fois ministre sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso. Auteur d'un livre sur la mondialisation bientôt dans les librairies françaises (lire sous l'onglet «Prolonger»), il se dit «*surpris*» par l'ampleur de la crise sociale au Brésil.

Quelque 650 000 emplois ont été détruits en décembre au Brésil. Quels sont les secteurs les plus touchés ?

Les secteurs immédiatement touchés par la crise ont été l'industrie automobile et l'immobilier. Parce que ce sont les deux secteurs les plus dépendants du financement international, qui s'est tari avec la crise. Mais à présent, presque tous les pans de l'économie brésilienne sont concernés par l'augmentation du chômage. La confiance – des ménages comme des secteurs financiers – est ébranlée.

La Banque centrale vient de baisser d'un point, à 12,75%, son principal taux directeur. C'est une bonne réponse?

Cette décision aurait dû être prise plus tôt. Dès le mois de novembre. Dans la configuration actuelle, d'une récession doublée d'une augmentation du taux de chômage, c'est évident : on doit baisser les taux. Et on les remontera lorsque les risques d'inflation réapparaîtront. Les niveaux des taux au Brésil sont absurdes ! En Europe, cela varie de 1 à 4%, soit, en termes réels [*ajustés de l'inflation*], de -1 à +2. Au Brésil, en termes réels, on varie de 7 à 12% ! Il faut donc que la Banque centrale poursuive la baisse de ses taux dans les mois à venir.

Emplois détruits

Au Brésil

Entretien fait par Ludovic Lamant

Mediapart, 1^{er} février 2009

On parle de la mise en place d'une semaine aux horaires allégés, pour freiner les licenciements dans certains secteurs...

Je suis d'accord, à condition que l'on accroisse la couverture sociale en cas de chômage. On se dirigerait vers la fameuse «flexi-sécurité» à la danoise...

Les chiffres du chômage vont à l'encontre de l'image d'un Brésil épargné par la crise... Comme les autres grands émergents, le pays souffre.

C'est vrai que les chiffres du chômage de décembre m'ont surpris. J'ai toujours dit que la théorie du «découplage» entre les économies du Nord et du Sud n'avait pas de sens. Mais les dettes des entreprises et des familles sont relativement restreintes au Brésil. Et les marchés financiers sont bien mieux régulés qu'aux Etats-Unis par exemple. Enfin, la croissance des derniers mois restait très solide. Je pensais donc, avec d'autres, que le Brésil serait en partie épargné par la crise. Mais cette crise immense amène chaque jour son lot de mauvaises surprises.

Que disent les centrales syndicales ? Des mobilisations sont-elles en train de prendre au niveau local ?

Il n'y a pas beaucoup d'espace pour la mobilisation des syndicats. Dans l'ensemble, ils soutiennent le gouvernement. Ils n'ont d'ailleurs jamais eu autant de pouvoir qu'aujourd'hui. Ce qui est une bonne chose. Mais cela complique les logiques de protestation. Le débat interne au Brésil, ces dernières semaines, se concentrait sur la passivité de la Banque centrale. Elle vient finalement de réagir. Dès lors, je ne vois pas pourquoi les syndicats mobiliseraient.